Lundi 26 octobre 2020

Couvre-feu et hôpitaux en détresse : Métro-boulot-dodo… et surtout boulot !

Les cheminot-e-s anticapitalistes
Bulletin des cheminot-e-s du NPA de Paris-Est

L'état d'urgence sanitaire est prolongé jusqu'en février 2021, le couvre-feu étendu désormais à 46 millions de personnes. Eh oui, la deuxième vague est là et continue de monter. Mais pas les moyens de lutter efficacement contre le virus. Car les mesures qui font peser sur la population le poids de la situation sanitaire cachent mal la responsabilité du gouvernement dans la gestion de la crise, le manque de moyens et les contradictions. Ces mesures semblent d'ailleurs bien dérisoires pour enrayer l'épidémie. Impréparation, incohérence ? Pas seulement, car il y a bien une logique : faire des économies et préserver les grandes entreprises, quoi qu'il en coûte pour le monde du travail.

La responsabilité des uns

Dépistage, traçage, protocole sanitaire : le gouvernement gère la crise sanitaire au moindre coût. Dans les Ehpad, la propagation du virus est inquiétante. Dans les établissements scolaires, rien n'a été prévu depuis la rentrée pour soulager les classes surchargées, que l'administration rechigne à fermer, même avec des cas avérés de Covid.

Dans les hôpitaux, la situation est catastrophique. Épuisement, sous-effectif, insuffisance des moyens : les soignants ont bien raison d'être en colère contre le gouvernement, eux qui réclament depuis des années des embauches massives et de l'argent pour la santé. Véran et Macron répètent qu'il est impossible de former du personnel dans des délais si courts. Mais cela fait déjà neuf mois depuis février ! Bien plus que les deux jours de formation que reçoivent les soignants envoyés d'urgence en renfort dans les services de réanimation.

Et comment justifier l'impréparation ? Le manque est criant depuis des années. Et rien n'a été fait depuis le début de l'épidémie. Au contraire, la situation des hôpitaux a empiré. Résultat : des soignants testés positifs contraints de travailler, les congés annulés et des hôpitaux qui craquent déjà. Parce qu'on ne peut pas tout déprogrammer, ni délester les hôpitaux vers d'autres régions, il y a en Île-de-France 30 % de places disponibles en réanimation de moins qu'au printemps pour les malades de la Covid ! À qui la faute ?

La culpabilisation des autres

« Le meilleur moyen de soulager l'hôpital, c'est de ne pas tomber malade » a dit Castex. Merci du conseil !

Comme si nous étions coupables de propager la Covid ! Tout ça pour justifier les restrictions, en reportant la responsabilité de la deuxième vague sur la population, dont le quotidien sous couvre-feu devrait se résumer à aller travailler.
Pas étonnant que certains dénoncent les interdictions en cascade qui pèsent sur la vie sociale. Certes, il ne suffit pas d'avoir assez de lits de réanimation pour endiguer l'épidémie, il faut aussi des mesures collectives. Mais ce ne sont pas les contrôles de police et les amendes qui vont améliorer la situation sanitaire, alors qu'il faut attendre des jours pour se faire tester et qu'on est obligés – entre 6 heures et 21 heures – de s'entasser dans les transports, à l'école et au travail !

Leur seule logique : nous faire travailler malgré le virus

Le grand patronat, lui, ne subit pas toutes ces contraintes. Certains petits patrons doivent fermer boutique, mais les grandes entreprises sont préservées. Après leur avoir offert des milliards avec le plan de relance, le gouvernement veille à ce que les travailleurs continuent à s'y faire exploiter. Dans les entreprises, les masques et le gel hydroalcoolique permettent aux employeurs de se dédouaner de leurs responsabilités en termes d'organisation du travail ou de traçage des cas contacts. Macron l'a rappelé : rien n'est obligatoire pour les patrons. Même pas le télétravail, parfois refusé aux salariés contraints de prendre les transports et de travailler dans des conditions dégradées.

Il n'est pas question de risquer nos vies pour la gagner. Partout, nous devons exiger des conditions de travail sécurisées. La colère contre le gouvernement et ses mesures est légitime, car sa seule boussole est le maintien des profits des grandes entreprises malgré l'épidémie. Mais qu'elle soit économique ou sanitaire, ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise !

Échos de cheminots

Barbarie et misère sociale ne sont pas des fatalités

Depuis l'assassinat de Samuel Paty, enseignant à Conflans-Saint-Honorine, pas un jour n'est passé sans que soient proférés par le gouvernement, la droite ou l'extrême droite xénophobes des propos nauséabonds confondant terroristes islamistes et musulmans ou une partie de la population supposée l'être. Jusqu'à s'en prendre aux rayons halal ou casher dans les supermarchés ou au droit à la binationalité…

L'extrême droite a toujours utilisé la xénophobie comme fonds de commerce, pour diviser les classes populaires, les renvoyer à leur « communauté » et les éloigner de leurs intérêts communs. Elle n'en est pas moins talonnée par Macron et son gouvernement, soucieux de grappiller des voix en alimentant amalgames et mépris.

L'extrême droite propage le racisme, nos gouvernants vendent leurs armes, envoient leurs troupes ou soutiennent tous les dictateurs au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie. De l'autre côté, les islamistes tuent depuis des années et leurs premières victimes sont les populations de ces continents. Les uns comme les autres sont les deux bouts d'un même bâton destiné à maintenir l'ordre par la division, voire à terroriser par tous les moyens. Ces ennemis de classe des travailleurs, prêts à dégainer la haine raciale ou religieuse, ont une même devise : que les capitalistes continuent à faire des profits, avec nous les prétendues « brebis » seront bien gardées !

La loi contre le « séparatisme » que prépare Macron n'a pas d'autre but. Sa politique anti-ouvrière, exclusivement en faveur du grand patronat, appauvrit la société et ne fait qu'alimenter le terreau sur lequel poussent l'extrême droite et toutes les formes de fascisme, fanatisme religieux compris.

Face à cela, les travailleurs peuvent changer la donne, se battre toutes origines confondues contre cette société d'injustice et d'exploitation.

Soutien à Anasse Kazib

Notre collègue, militant SUD-Rail à Paris Nord, a reçu des menaces de mort par la fachosphère. De tels actes sont encouragés par les discours racistes du gouvernement, qui vise à nous diviser pour maintenir l'ordre capitaliste et continuer à faire des profits. Nous ne cèderons pas face aux racistes.

Accident mortel à Épernay : non à l'insécurité au travail !

Mardi dernier, en gare d'Epernay, un ouvrier intérimaire travaillant sur le chantier de rénovation des marquises est mort, électrisé suite au contact d'un échafaudage avec la caténaire, créant un arc électrique. Un deuxième travailleur est gravement blessé pour avoir tenté de porter secours au premier. L'enquête en cours permettra peut-être de déterminer comment cet accident a pu se produire, mais la sécurité qui est de la responsabilité de l'employeur avant tout, n'était clairement pas assurée.

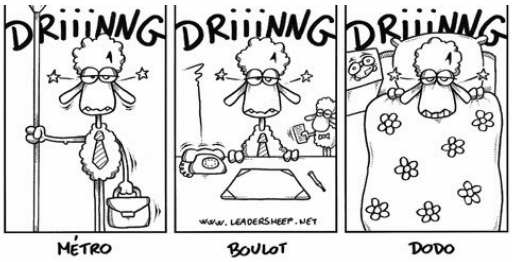
Les ASCT ne sont pas des mercenaires !

Dans l'activité TGV, la direction crée des challenges pour les ASCT avec des prix allant jusqu'à 1000 euros pour les meilleurs percepteurs. Elle semble oublier de donner des fonds pour leur mission principale : assurer la sécurité des usagers ! Les ASCT - comme tous les travailleurs - veulent des augmentations de salaire mais pas des carottes pour plumer les voyageurs...
Pendant ce temps, ils augmentent le temps de travail dans les TER avec des heures d'accueil embarquement qui sentent mauvais le filtrage. Que l'argent serve aux embauches et aux meilleurs salaires, pas aux flicages et à la répression !
Nous sommes prêts à distribuer des masques gratuits aux pieds des trains aux usagers plutôt que des amendes !

Transport public/privé :

nouvelle rencontre le 7 novembre

Le 3 octobre, plus de 50 travailleurs de la SNCF, RATP, Keolis, TransDev, TCL, Savac... se sont rencontrés pour s'organiser face à l'offensive du patronat du transport quant à l'ouverture à la concurrence et les conditions de travail. Alors que les directions syndicales négocient en ce moment-même dernière notre dos, c'est à nous de construire notre solidarité à la base: public/privé défendons nos intérêts et un socle commun nivelé par le haut !



Ce bulletin est le tien et celui de tous les cheminots de Paris Est, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Contacte nos militants :

parisestnpacheminot@gmail.com NPA cheminot-es PE